

RÉDACTION
ET
BUREAU D'ABONNEMENTS
Lausanne, Rue de St-François 20.

On s'abonne, en Suisse, en Allemagne et en Autriche, dans tous les bureaux de poste. Les abonnements partent du 1^{er} ou du 15 de chaque mois.

PRIX D'ABONNEMENT
Un an 6 mois 3 mois
Suisse Fr. 20 10 50 5 50
Union postale..... » 36 18 50 9 50
Prix du numéro : 40 centimes.

GAZETTE DE LAUSANNE

ET JOURNAL SUISSE

FONDÉ EN 1799

ANNONCES

HAASENSTEIN & VOGLER

Lausanne, Place de la Palud 24

Montreux, Vevey, Genève, Neuchâtel, Chaux-de-Fonds, Fribourg, Saint-Imier, Delémont, Bienne, Bâle, Berne, Zurich, St-Gall, etc.

PRIX DES ANNONCES

Pour l'étranger..... 25 centimes la ligne.
Pour la Suisse..... 20 centimes la ligne.

Toute lettre et tout envoi doivent être affranchis.

La Gazette de Lausanne sera adressée gratuitement jusqu'au 31 décembre aux abonnés nouveaux pour 1892.

LAUSANNE, 22 décembre 1891.

Représentation proportionnelle.

Le Courrier de Neuchâtel et du Jura, journal radical, consacre à l'essai pratique de représentation proportionnelle qui a eu lieu à Genève un article signé des initiales J. B., qui sont celles de M. Jean Berthoud, député et président de la Société suisse pour la représentation proportionnelle.

M. Berthoud juge sévèrement les manœuvres du *Genevois* et des radicaux.

Comme il était facile de le prévoir bien avant que l'essai ait eu lieu, le *Genevois*, adversaire systématique de la réforme électorale, déclare que c'est un échec complet pour le projet de loi préconisé par M. Frey.

D'après notre confrère radical de Genève, l'intérêt du public aurait été fort mince. « Il n'y a eu, dit-il, que 1207 votants. » Ne lui en déplaise, nous trouvons que ce chiffre n'est pas mince. Réunir 1207 électeurs dans un scrutin qui ne dure que de huit heures à midi et qui n'a pas pour objet une élection réelle, c'est pour tout esprit non prévenu un fort beau résultat.

Dans le but évident de soulever des critiques contre le projet de loi, les radicaux-libéraux avaient présenté trois listes. — Il est certain qu'ils ne feraient pas une semblable faute dans une élection réelle. — En outre ils avaient placé intentionnellement leurs chefs de parti dans une situation d'infériorité en ne les portant pas sur toutes les listes. Bien plus, un grand nombre de radicaux-libéraux ont voté pour la liste démocratique en traçant les noms les plus vus de cette liste. — Voilà encore un *truc* auquel on peut s'amuser dans un essai, mais qu'on n'emploiera pas dans une élection réelle. — Il en est résulté que le parti radical-libéral n'a pas eu une représentation aussi importante que celle à laquelle il avait droit, et que ses chefs sont pour la plupart restés sur le carreau.

A Neuchâtel on n'a pas eu recours à un semblable essai dit pratique, et l'on a eu raison. Un pareil essai ne peut être concluant qu'à la condition que chacun s'y prête loyalement, en votant comme il voterait s'il s'agissait d'une élection réelle. Quand, lors du renouvellement du Grand Conseil neuchâtelois, il s'agit de faire l'essai loyal que notre pouvoir législatif a été presque unanime à vouloir, aucun parti ne songera à recourir à des trucs qui ne pourraient que le diminuer au profit de ses adversaires.

Rien de plus facile, dit en terminant M. Berthoud, que d'apporter au projet de M. Frey les modifications qui seront jugées utiles. La cause de la réforme électorale n'est donc pas malade, à Genève, bien au contraire.

Au surplus, le *Genevois* commence à sentir lui-même le terrain lui manquer sous les pieds. Pour masquer sa retraite, il se couvre du vote limité, système abandonné, absolument empirique, enfantin, qui ne peut profiter qu'à une minorité et encore à la condition seulement qu'elle vaille au moins plus du tiers du corps électoral.

Nous devons confesser une erreur, dit le *Genevois*. Nous avons longtemps cru et nous avons écrit que le vote limité n'était qu'une étape vers le quotient électoral et qu'il constituait l'application la plus rudimentaire de l'idée proportionnaliste. Après meilleure réflexion, nous reconnaissons que nous nous méprenions absolument.

Non seulement les deux formules ne procèdent pas de la même conception, mais elles sont contradictoires. Le vote limité est l'expression d'une idée de gouvernement, il est basé sur l'observation des faits, sur la politique expérimentale; tandis que la représentation proportionnelle n'est que la rêverie des philosophes en chambre, qui se sont fait un idéal de

surface et se figurent que le vrai moyen d'appliquer la démocratie consiste à en supprimer la discipline civique, les idées générales, les groupements nationaux, en poussant chaque citoyen à ne considérer que son sentiment et son intérêt individuels. Le vote limité a pour but de favoriser la stabilité du gouvernement, d'assurer à chacun des deux grands partis qui divisent toutes les nations, et dont l'existence est nécessaire à leur vie publique, un minimum de représentation; le vote proportionnel veut, au contraire, ruiner les partis, les dissoudre, et supprimer les résultantes pour ne laisser subsister que la confusion des factions.

Pour donner satisfaction au courant actuel de l'opinion, il faudrait donc se garder du vote proportionnel et demander le vote limité. Nous pourrions comprendre à Genève qu'on le réclamait, si nous ne l'avions pas déjà, sans diminuer ni réglementer le droit électoral, par le jeu naturel de nos institutions et par nos mœurs politiques. Les progrès ainsi réalisés sont les meilleurs et les plus solides; pourquoi mettre une barrière aux fossés dans lesquels personne ne tombera?

L'argumentation est lamentable. Le *Genevois* tombe d'une erreur dans une autre.

Il y a entre le vote limité et la représentation proportionnelle toute la distance qu'il y a entre une charte octroyée par le souverain et une constitution votée par le peuple, entre une faveur et la justice, entre un privilège et le droit.

Le vote limité ne connaît que deux partis, tandis qu'il peut y en avoir trois.

La limitation du vote est tout arbitraire et ne repose sur aucun principe.

Lorsque la majorité détient plus des deux tiers des voix, elle n'a qu'à se scinder en deux groupes pour écraser la minorité et annuler complètement l'effet du vote limité.

Tandis que le vote proportionnel c'est la justice substituée à la brutalité et le principe : *A chacun selon ses œuvres, à chacun selon son mérite*, substitué au : *Tout pour les uns, rien pour les autres*.

Nous ne comprenons pas que le *Genevois* qui se pique d'être un apôtre de la justice sociale, se refuse à voir que l'avènement de la justice sociale est subordonné au régime préalable de la justice politique et que l'un et l'autre domaine sont régis par le même principe : la justice et la vérité.

Il n'y a pas deux morales : une pour le domaine politique et une pour le domaine social. Il n'y en a qu'une : une même droit pour tous, à chacun selon ses œuvres!

Le *Genevois* y viendra. Encore quelques erreurs confessées et il verra que sa théorie du gouvernement par la force du nombre est le fondement de tous les despotismes et de toutes les spoliations, politiques et sociales.

Jusqu'ici, la représentation proportionnelle n'avait guère préoccupé, en France, qu'un petit nombre de théoriciens. Il se pourrait cependant que, dans un avenir plus ou moins rapproché, la question s'imposât à l'étude des hommes d'Etat. Les minorités commencent à s'intéresser aux propositions venues de Suisse et à chercher dans la représentation proportionnelle le moyen de remédier aux vices qu'elles imputent au régime parlementaire.

M. A. Simon, conseiller municipal à Fontaines-sur-Saône, rend compte dans le *Salut public* d'un essai pratique organisé le 13 décembre, sur sa proposition, par la commission dite des intérêts publics de l'assemblée de conservateurs catholiques tenue à Romans sous le titre d'« Etats libres du Dauphiné ». On suppose douze députés à élire. Trois listes, dont chacune correspondait à un groupe professionnel (agriculture, commerce et industrie, ou-

vriers) et portait douze noms fictifs, avaient été présentées. Le système adopté était le système Hagenbach et chaque électeur avait le droit de cumuler plusieurs suffrages sur un même nom. La liste agricole ayant obtenu 740 voix, celle du commerce et de l'industrie 350 et celle des ouvriers 840, total 1930, la première et la troisième obtinrent chacune cinq députés et la deuxième deux.

La commission, dit M. Simon, fut unanime à reconnaître la justesse et l'équité du système.

Tandis qu'à Genève on discute la représentation proportionnelle, le Tessin l'applique à ses élections communales.

Dimanche ont eu lieu les élections municipales à Castagnola: on appliquait pour la première fois le système. Ont été élus quatre radicaux et trois conservateurs.

M. Lepori, syndic, un fougueux septembriste, n'a pas été réélu, abandonné par son propre parti.

La votation et le dépouillement du scrutin n'ont pas donné lieu au moindre accro. Chacun est satisfait d'un système qui laisse à l'électeur toute sa liberté et lui permet, non seulement de voter pour la liste de son propre parti, mais d'exprimer sa préférence entre les candidats qui y figurent.

Chronique de Paris.

(De notre correspondant particulier.)

Paris, 21 décembre.

Le froid. — Fêtes d'hiver. — Les théâtres.

Cette fois nous tenons l'hiver pour tout de bon. Le thermomètre est descendu, à Paris, à 7° au-dessous de zéro. Les bassins des jardins publics sont gelés, et si l'on ne peut encore patiner au Bois de Boulogne, cela ne tardera guère. Déjà les amateurs de ce sport se rendent chaque jour autour des lacs pour s'enquérir de l'état de la glace, attendant avec impatience l'épaisseur réglementaire de cinq centimètres qui leur permettra de se livrer à leurs ébats.

Avec la saison froide commencent les grands bals publics et les fêtes de bienfaisance. Samedi, à l'Opéra, c'était le bal annuel des officiers au profit de la Caisse des retraites, donné sous le patronage des ministres et du gouverneur de Paris. On a dansé avec frénésie jusqu'au matin dans l'immense salle admirablement décorée, grâce aux ressources du mobilier national, des serres de la ville de Paris et avec les trophées prêtés par l'arsenal de Vincennes. Deux orchestres, comportant deux cents exécutants, étaient installés l'un dans la salle de spectacle, le second dans le grand foyer, tandis que le foyer de la danse était transformé en jardin d'hiver, avec profusion d'arbustes et de fleurs, et grottes lumineuses.

Il est impossible d'imaginer fête plus splendide, ni plus brillante réunion d'uniformes. A l'arrivée du général Saussier, les orchestres ont fait entendre la *Marseillaise* et l'*Hymne russe*. A une heure du matin a commencé, du parterre aux galeries les plus élevées, la grande bataille de fleurs, pour laquelle le comité avait préparé 40,000 bouquets de Nice. Quant à la recette, elle a atteint une somme considérable, dépassant toutes celles de années précédentes.

Mardi dernier, c'était la Comédie-Française qui ouvrait ses portes pour une matinée, au profit des victimes de la catastrophe de Saint-Etienne. Le *Figaro* et le *Gaulois* avaient pris l'initiative de cette solennité, dont la Comédie

a voulu conserver tous les frais à sa charge, de sorte que la totalité des 37,000 francs recueillis a pu être expédiée aux veuves et aux orphelins qu'a faits la terrible explosion de grisou.

La *Mégère apprivoisée*, qui continue à être le grand succès de Coquelin, Mlle Marsy et leurs camarades, formait le point capital du spectacle, avec un *A propos* de M. Legendre, et une pièce nouvelle de M. de Porto-Riche, *La Chance de François*. La représentation a admirablement réussi, et la presse parisienne compte un succès de plus dans les projets qu'elle exécute pour venir au secours des malheureux.

Des représentations publiques, il n'y a pas grand-chose à retenir. Les théâtres se sont montrés depuis quelque temps assez économes de pièces nouvelles. Pour la semaine, deux « premières » seulement, qui n'ont ni l'une ni l'autre enthousiasmé le public. La *Vertu de Lolotte*, donnée aux Nouveautés, bien que ce théâtre cultive plus volontiers le genre de l'opérette, paraît un vaudeville destiné surtout à démolir la légende un peu surannée des rosiers, car la jolie blanchisseuse que la ville de Montfermeil a couronné en cette qualité, a déjà éprouvé pas mal d'aventures. Si bien que le comte de la Jonchère, qui songeait à l'épouser, préfère encore se remarier avec sa femme divorcée, laissant Lolotte à son baquet et à ses lessives. M. Ordonneau, l'auteur de cette pièce, avait précédemment développé des situations plus ingénieuses et provoqué des rires plus francs.

Au Vaudeville, on donnait jeudi, en matinée, une traduction de *Hedda Gabler*, d'Ibsen. Cette pièce étrange défie toute analyse, tant le système nerveux de ses personnages principaux y apparaît comme détraqué. M. Jules Lemaître, qui a tenté, dans une conférence préliminaire, d'initier les assistants aux beautés de la littérature norvégienne, n'y a lui-même pas réussi, c'est-à-dire que la conférence a paru de beaucoup plus intéressante que la pièce qui l'a suivie.

NOUVELLES POLITIQUES

— Le Sénat français a adopté hier la convention internationale signée à Berne le 14 octobre 1890, relative au transport des marchandises par chemins de fer.

— A la Chambre, discussion du projet autorisant le gouvernement à proroger certaines clauses des traités de commerce avec la Belgique, l'Espagne, les Pays-Bas, le Portugal, les royaumes unis de Suède et Norvège et la Suisse, et fixant le régime douanier qui pourra être appliqué le 1^{er} février 1892, aux produits des pays qui bénéficient actuellement du tarif conventionnel.

M. Léon Say a combattu le projet au nom du libre-échange et a rapproché avec éloquence ce qui se passe à Paris de l'évolution inverse qu'accomplit l'Allemagne depuis la chute de M. de Bismarck. Il a déposé un contre-projet autorisant le gouvernement à proroger pour six mois les traités de commerce et de navigation et les conventions littéraires et artistiques qui, par suite de dénonciation, arrivent à échéance le 1^{er} février 1892.

Combattu par M. Méline, cet amendement a été rejeté par 440 voix contre 94 et le projet adopté.

Au cours de la discussion, M. Ribot parlant des négociations entamées sur la base du tarif minimum, dit que le résultat peut être considéré comme acquis pour la Suisse, la Suède et Norvège, la Belgique et les Pays-Bas. Pour l'Espagne ce sera plus difficile. Le ministre espère que les Chambres n'obligeront pas le

qu'elle ne serait plus à l'avenir le théâtre de scandaleuses débauches.

Il n'en tint pas compte et il resta.

Madame de Feugix habitait chaque année, un mois ou deux, Paris. C'étaient des moments délicieux pour Lise, car son amie ne pouvait se passer d'elle, et comme le général d'Aureville avait constaté son heureuse influence sur Nicole, il favorisait, en l'absence de George, cette intimité, se réservant d'intervenir, le moment venu, si, contre toute vraisemblance, la passion de son fils survivait à ses longs séjours à l'étranger et à la multitude d'impressions nouvelles qu'il avait dû y recueillir. Il savait d'ailleurs que Lise ne l'encourageait en rien, et il se fiait à sa délicate et fière réserve.

Les mois succédaient aux mois; pendant deux années, Lise mena cette existence paisible et laborieuse. Vers la fin de la seconde année, il arriva qu'un soir, à l'Opéra, où madame de Feugix l'avait emmenée, elle aperçut, en face d'elle, aux premières loges, M. d'Esparvis; tout son sang reflua au cœur. Elle prit sa lorgnette et se donna l'acre plaisir de le contempler, du fond de la baignoire qu'elle occupait avec Nicole et le général d'Aureville. L'émotion faisait trembler sa main qui soutenait à peine la lorgnette.

— Ah! ah!... je t'y prends... à convoiter le bien d'autrui, lui souffla Nicole dans l'oreille.

Elle laissa retomber sa main sur ses genoux.

— Je le trouve changé... maigri... N'a-t-il pas quelques cheveux blancs sur les tempes?

— Fort possible... Il tourne au patriarche, comme M. de Feugix... Dame!... un enfant tous les ans... deux filles déjà, et un garçon en espérance...

— Je ne le savais pas à Paris.

— Ni moi.

Elle se tourna vers son père qui lui avait dit que M. d'Esparvis venait d'être nommé à Vincennes.

— Nous le verrons alors... il nous amènera sa femme.

— C'est elle qui est avec lui ce soir... je la recon-

cusses ni terreurs; elle put s'endormir le soir sans éprouver, se réveiller sans désespoir. Elle se sentait entourée, protégée, et ne voulait pas penser à l'avenir. Trois mois passèrent vite dans le délire de cette paix inaccoutumée, puis, M. et Mme Werner, fatigués de Paris, de la table d'hôte et des installations d'hôtel, se préparèrent à retourner chez eux. Lise ne pouvait les suivre. Il fut décidé qu'elle prendrait pension chez miss Ellen Townswell, qui habitait avec sa mère un petit appartement, dans les combles d'une maison de la rue de Babylone.

« Me voici installée, chère Nicole, écrivait-elle à Mme de Feugix, dans une petite pièce toute en longueur, si étroite, qu'en ouvrant les bras j'atteins presque d'un mur à l'autre. Tout au bout, la fenêtre est encadrée entre deux pans coupés, la cheminée à droite; à gauche, un vaste placard qui me sert de cabinet de toilette. Une petite couchette en fer, un fauteuil, une table et deux chaises, voilà tout le mobilier. Ce n'est pas somptueux, mais je ne suis pas gâtée par l'opulence; et puis, j'ai sous les yeux, de l'autre côté de la rue, un jardin immense, un vrai parc, tout grelottant encore, il est vrai, avec ses arbres dépouillés, dont les ramures défilées se détachent sur le ciel gris en fines hachures noires. Des corbeaux tournoient devant ma fenêtre; deux par deux, ils construisent leurs nids dans les plus hautes branches et les entrelacent adroitement; et, pendant qu'ils travaillent, ils jettent dans l'air de raucous croassements: c'est l'hymne au printemps de ces noirs amants. Un seul arbre porte six nids... toute une tribu installée près de moi. Je verrai les petits éclore et grandir... Comment je passe mon temps? Je vais à un atelier de peinture; on me trouve des dispositions, et j'espère, en travaillant beaucoup, acquérir sinon du talent, au moins une de ces petites capacités modestes qui se puisse utiliser, au besoin, comme un métier. J'ai le pressentiment que j'aurai, quelque jour, une lourde charge à laquelle suffiraient difficilement mes modestes revenus. »

Quelques jours plus tard, elle écrivait encore :

FEUILLETON DE LA GAZETTE

22

AMOUR DE JEUNE FILLE

par M^{me} E. CARO

Mme Werner, effrayée, la fit étendre sur une chaise longue, et, à force de soins assidus, parvint à ramener un peu de calme. Mais toutes les angoisses, le chagrin, les fatigues de la dernière nuit avaient marqué leur empreinte, et l'altération des traits était incontestable. M. et Mme Werner n'osaient l'interroger, tant ils la sentaient ébranlée. Cependant, quand un sourire effleura ses lèvres pâles, Mme Werner n'y put tenir :

— A quelle heure es-tu partie? Voyons!... As-tu seulement déjeuné?... Non, n'est-ce pas? Quand on est folle, on ne l'est pas à demi.

Quelques cuillerées de bouillon et un peu de vin d'Espagne ranimèrent Lise assez pour qu'elle pût raconter les incidents de la veille et les causes de sa subite arrivée.

— Et maintenant, ajouta Lise, il me reste à vous demander votre aide pour chercher un asile... une maison religieuse où je puisse me trouver en sûreté et vivre ignorée.

— Un convent?... pour toi?... s'écria impétueusement Mme Werner; y songes-tu? Tu n'as pas plus la vocation que moi, ma pauvre petite!

— Je le sais bien, répondit Lise avec un faible sourire... mais, du moins... je me reposerai... je suis si lasse.

— Voyons! voyons! Ne faisons pas de folie, reprit la vieille dame, toute chagrine... Prenons le temps de la réflexion... Tu vas commencer par rester ici avec nous, tant que nous y serons... Après cela... on verra.

XXI

Lise connut l'ineffable douceur d'une vie sans se-

vait, ni ne devait remettre ses pouvoirs qu'entre leurs mains. Il a fait appeler le président de la Chambre des députés et enfin posé à bout et entendant la fusillade au dehors, il remit provisoirement son mandat au commandant de place, général Tudes. Jusqu'ici aucune nomination n'est faite.

Au dehors, sur la place de la Pradale, le peuple impatient commençait à s'échauffer et quelques gamins se mettaient à couper les fils du téléphone, quand un lieutenant de police fit faire feu à ses hommes; le peuple riposta par des pierres, envahit le bâtiment où se trouvait la police et y fit un carnage épouvantable.

J'ai passé là deux jours plus tard, il n'y avait plus une vitre et le trottoir était encore couvert de tas de pierres. On a même mis le feu au rez-de-chaussée et volé de nombreuses archives. Plus tard le lieutenant de police, qui s'était réfugié dans une maison voisine en a été chassé par deux jeunes gens et comme le peuple allait l'écharper, la troupe a de nouveau fait feu.

Il y a eu, dit-on, (les rapports ne sont guère d'accord) une vingtaine de morts et de blessés. On annonce pour demain l'arrivée de trois vapeurs de guerre pour surveiller les événements.

On attend beaucoup du nouveau ministère fédéral qui a convoqué le congrès pour le 18 décembre, après avoir annulé le décret de Deodoro qui le dissolvait.

Le départ du généralissime a produit une certaine détente et le change est un peu remonté, mais il y a encore loin jusqu'au change de l'année dernière.

La crise canadienne.

On lit dans le *Journal des Débats* :

Le renvoi du ministre Mercier par le lieutenant-gouverneur Angers a produit à Québec une profonde émotion. Malgré la défense de M. Angers, M. Mercier a publié tous les documents officiels relatifs à cette affaire en même temps qu'une lettre de justification conçue dans les termes les plus violents; il fait appel aux passions populaires et menace presque de lancer la foule contre Spencerwood, la résidence du représentant de la reine. Tout le parti libéral s'agite; on redoute des troubles dans la rue, on parle de nouveau de projets de séparation du Dominion et d'annexion aux Etats-Unis.

Les libéraux se plaignent de deux choses : de l'inconstitutionnalité du procédé de M. Angers et de l'injustice des accusations portées contre les ministres. Leur premier grief ne paraît pas fondé. Il semble établi, par les précédents et par les opinions de juristes estimés, que les lieutenants-gouverneurs ont, dans les provinces à la tête desquelles ils sont placés, les mêmes pouvoirs que le gouverneur général dans le Dominion, et qu'on ne conteste pas, en principe, au gouverneur général, le droit de renvoyer le cabinet fédéral. M. Mercier paraît donc avoir tort quand il déclame l'indignation publique contre l'homme qui a osé faire, dit-il, ce que la reine Victoria ne pourrait faire elle-même en Angleterre sans provoquer une révolution. Ses récriminations à ce propos s'expliquent d'autant moins que le seul précédent en la matière tourne contre lui : en effet, c'est un lieutenant-gouverneur libéral de Québec, M. Luc Letellier de Saint-Just, qui renvoya en 1876 le cabinet conservateur de Québec, dont M. de Boucherville, actuellement chargé de constituer le nouveau ministère, était le chef, et dont M. Angers lui-même était membre en qualité d'avocat-général. Et M. Letellier recourut à cette mesure extrême, non pas en raison de l'indignité des ministres, mais simplement parce qu'ils ne possédaient plus, à son avis, la liberté d'action nécessaire pour administrer équitablement la province. MM. Angers et de Boucherville sont donc en droit de dire qu'ils appliquent simplement aujourd'hui la jurisprudence établie par les libéraux.

Quant au second grief de M. Mercier, il est difficile d'en apprécier ici le bien fondé. M. Mercier et ses collègues ont-ils profité des 20,000 liv. st. payées par M. Armstrong à M. Pacaud, leur homme de confiance et le directeur du principal organe libéral de Québec, pour obtenir du Parlement le vote d'une subvention de 35,000 liv. st. à la Compagnie du chemin de fer de la baie des Chaleurs? C'est ce que le rapport, signé par deux des trois juges enquêteurs, fait présumer, mais ce que les intéressés ont toujours énergiquement nié et ce dont aucune preuve positive n'a pu encore être fournie. La question est encore obscure pour les Canadiens; nous ne sommes pas en état de la trancher.

Si M. Angers a agi dans la limite de ses pouvoirs, il n'a peut-être pas fait preuve d'une habileté consommée. Si M. Mercier est innocent, la mesure prise contre lui est odieuse; s'il est coupable, il se fit probablement déconsidéré davantage en restant au pouvoir pendant que s'instruisait son procès, et sa chute, lors du jugement, eût été irrémédiable. En préjugant le résultat du procès et en escomptant la condamnation, M. Angers a rejeté au second plan l'affaire de corruption et placé au premier la question des rapports de la province de Québec et du Dominion. Lord Dufferin avait été mieux inspiré en 1873, lors du *Pacific scandal*, en refusant de renvoyer le cabinet Macdonald et en laissant l'affaire suivre son cours. Aux yeux des libéraux, M. Mercier n'est plus un accusé, c'est une victime de la tyrannie du gouvernement conservateur d'Ontario, dont M. Angers est l'instrument. C'est cette situation qu'il exploite en ce moment.

de la séparation était toujours présente : c'était d'hier l'inoubliable déchirement, les protestations désolées, les appels passionnés; rien n'était venu l'en distraire. Le mariage même de Bertrand n'avait été qu'une souffrance abstraite, lointaine, évanouie dans la vague, et voilà que subitement ce mariage revêtait à ses yeux une réalité : chaque sourire de Bertrand, chaque mot chuchoté à l'oreille de sa femme, l'offensaient comme une trahison envers le pauvre amour d'autrefois. Et quand, à un certain moment, M. d'Esparvis releva la main et que Victoria avait laissé tomber la tête, il lui mit doucement sur les épaules, elle ne put retenir un gémissement et se jeta en arrière en fermant les yeux. Nicole se pencha vers elle :

— Souffres-tu ? Veux-tu partir ?

Elle ne répondit pas.

Comme elle se sentait oubliée, perdue dans la nuit des choses finies, disparues, morte ! Elle était la pourtant, près de lui, l'aimant toujours et digne au moins d'un regret. Et cette Victoria, si placidement triomphante, avait-elle un seul jour songé au pauvre cœur déchiré qu'elle tenait écarté sous ses pieds ? Il lui venait des pensées de colère, de jalousie folle, presque de haine ! Comme elle aurait voulu les faire souffrir tous les deux, les troubler dans la béatitude de leur ingrate et égoïste félicité ! Mais que pouvait-elle ? Elle n'avait d'autre arme que sa douleur et sa beauté. Oui ! sa beauté ! Elle se souvint qu'elle était belle, et, subitement dressée par une impulsion irrésistible, elle apparut toute droite et pâle en sa toilette blanche sur le devant de la loge, avec ses grands yeux sombres, subitement creusés, agrandis par l'intensité d'un désir presque fou, insensible aux regards curieux comme à l'admiration du public, possédée de son unique pensée.

Elle bégaya des syllabes confuses qui n'étaient ni un assentiment, ni un refus... mais ce trouble éperdu, cette brûlante rougeur qui incendiait ses joues, le frémissement de ses lèvres, parlaient assez ; le fidèle amour transparaissait à son insu...
Cependant miss Ellen s'exaltait :

INFORMATIONS DIVERSES

— Un tremblement de terre a eu lieu, dimanche soir, à Domo d'Ossola.

— Le bureau météorologique du *New-York Herald* annonce pour aujourd'hui un cyclone sur les côtes de la Manche.

— Un des derniers survivants allemands des guerres napoléoniennes vient, non pas de mourir, mais de se marier. Ce brave à trois poils est l'ancien hussard Salzer, habitant Abernau, près de Schneeburg, dans l'Erzgebirge. Il est né en 1795. Son épouse a 82 ans.

CONFÉDÉRATION SUISSE

ASSEMBLÉE FÉDÉRALE

Séance du 21 décembre 1891.

Conseil national.

Station météorologique. — Budget. — Postulats.

Le Conseil national discute longuement le montant du crédit alloué à la station météorologique centrale. Sera-t-il de 33,000 francs, de 40, de 46 ou de 50,000. Après discussion, on l'arrête à 46,000 fr.

Puis vient le crédit de 72,000 fr. introduit au budget par le Conseil des Etats pour la construction d'un pont sur l'Aar, à Thonon. Nous avons dit que samedi le crédit avait été repoussé, mais que, sur une observation de M. Zyro, de Thonon, constatant que l'assemblée n'était pas en nombre, le débat avait été ajourné.

MM. FREY et SCHENK, conseillers fédéraux, recommandent le crédit. MM. RICHARD et LOCHER expliquent que la commission du budget repousse ce crédit pour des motifs de forme. Il n'y a aucune justification, aucun rapport écrit à l'appui de ce crédit, qui s'est glissé subrepticement dans le budget depuis le premier débat au Conseil national. Ce pont s'exécutera sans doute, mais il faut savoir dans quelles conditions. Servira-t-il aussi au public ? La Confédération sera-t-elle seule à le payer ? L'ajournement peut être voté sans inconvénient, puisqu'il existe actuellement un pont provisoire en bois.

M. BRENNER propose d'accorder le crédit sous condition que le pont ne sera livré à la circulation publique que lorsque des négociations auront eu lieu avec la commune de Thonon.

M. PYTHON demande comment on fera pour empêcher la circulation publique.

M. BRENNER pense qu'on pourra mettre à l'amende les délinquants.

M. ZUBERBUHLER, qui avait proposé l'adhésion à la décision du Conseil des Etats, se rallie à la proposition Brenner, et par 52 voix contre 46, celle-ci est acceptée.

On adhère à la décision des Etats qui a repoussé le postulat demandant une imprimerie officielle.

Par 55 voix contre 11, le postulat relatif aux chemins de fer, repoussé par les Etats, est maintenu.

La commission est unanime à recommander le postulat de M. Soldati sur l'interdiction de l'entrée des journaux étrangers en ballots.

M. RICHARD constate que c'est le rétablissement d'une situation d'égalité avec les entreprises de journaux du pays, qui paient des impôts que ne paient pas les journaux étrangers. La situation de notre presse est difficile, parce que le marché suisse est trop petit. En outre, les journaux étrangers nous inondent des idées étrangères et même des idées immorales et obscènes. Enfin nous pouvons lutter contre la France, qui s'entoure de sa double muraille douanière, en la frappant dans sa production intellectuelle.

M. BENZIGER propose le rejet du postulat qui lui paraît fort grave. C'est du plus pur protectionnisme intellectuel, et l'orateur est étonné de voir un député genevois l'appuyer. En matière intellectuelle, la liberté la plus étendue des échanges est désirable; ce serait d'ailleurs contraire à la loi sur la régale des postes et à la constitution, qui proclame la liberté de la presse.

M. BRENNER dit que le Conseil fédéral examinera cela. La question n'intéresse pas seulement Tessin et Genève, mais toute la frontière suisse. Le postulat est accepté par 55 voix contre 13.

Conseil des Etats.

Loi sur la chasse. — Procédure pénale.

Le Conseil des Etats adopte en ces termes l'art. 11 de la loi sur la chasse renvoyé à la commission :

Dès le dixième jour après la fermeture de la chasse il est interdit de vendre, d'acheter et de livrer à la consommation, notamment dans les hôtels, auberges et autres établissements analogues, des animaux tués appartenant aux espèces de gibier sédentaires en Suisse, à l'exception des animaux abattus comme nuisibles et du gibier dont la provenance étrangère est officiellement attestée.

Les chats trouvés à plus de 300 mètres d'une habitation peuvent être abattus.

La loi est adoptée au vote final par 23 voix contre MM. Balli, Oder, Raisin et de Torrente.

M. Wirz, d'Obwald, développe sa motion réclamant la révision du code de procédure pénale. L'orateur critique vivement le jury, qu'il voudrait remplacer par un collège de juges permanents délibérant en com-

— Oh ! le joli baby ! c'est une fille à vous, capitaine, je suis sûre. Elle vous ressemble !

Seulement alors, Lise remarqua une blonde fillette de trois ou quatre ans qui se balançait sur un pied, la tête calmement appuyée contre la main de son père :

— Elle a les yeux de sa mère ! dit-elle très bas, et longtemps, pensivement, elle contempla l'enfant...

Puis, comme la fillette tendait vers elle ses lèvres roses, elle se baissa, la baisa doucement, et saluant Bertrand d'un faible sourire, elle s'éloigna.

XXII

Un matin, miss Ellen entra chez Lise, une lettre à la main ; Lise reconnut l'écriture et l'ouvrit avec un soupir, présentant quelque nouvelle demande d'argent. Mais, dès les premiers mots, elle pâlit et le papier trembla dans sa main :

« Ma sœur, je suis très malade, infirme, peut-être pour la vie. Mes amis m'ont abandonné... Le seul qui m'ait jamais aimé, Arsène, a quitté la France et n'y peut revenir... Je suis seule, sans soins, sans argent, et je souffre des tortures sans nom... Si tu ne viens pas me soigner, il ne me reste d'autre ressource que l'hôpital... J'aimo mieux la mort ! A toi de choisir. »

— ARTHUR.

Lise resta longtemps immobile, sans paroles, presque sans pensée. Tout, elle était prête à tout pour secourir Arthur, sauf à retourner près de lui. Cette seule pensée la soulevait de dégoût... Elle écrivit à M. Werner pour le prier de prendre des informations et de subvenir, s'il y avait lieu, en son nom, au plus pressé. Ce que voulait Arthur, sans aucun doute, c'était de l'argent ; si réellement il était malade et avait besoin de soins, elle proposait de mettre près de lui une garde expérimentée et s'engageait à subvenir à tous les frais. Le devoir, pensait-elle, n'exigeait rien de plus.

Elle attendit donc sans trop d'anxiété la réponse de M. Werner, qui ne tarda pas à arriver : elle confir-

maut avec des laïques. Selon lui, le jury n'a aucune racine dans la Suisse allemande. Depuis trente ans, cette institution n'a été introduite nulle part ; c'est une illusion généreuse de 1848 qui tend à se dissiper de plus en plus en présence de l'expérience qui la condamne. L'orateur critique aussi le fait que le jury ne peut rendre son verdict qu'avec une majorité de dix contre deux.

Le renvoi des causes aux tribunaux cantonaux, telle qu'il se pratique pour les délits de moindre importance (par exemple les délits de chemins de fer), a le grand inconvénient de traîner les choses en longueur. Un tribunal correctionnel fédéral sans jury serait infiniment préférable.

M. RAISIN s'associe à ces critiques. Le ministère public devrait avoir une plus grande indépendance ; il est trop dans la main du Conseil fédéral. Le titre premier du code de procédure pénale contient des dispositions oiseuses, tandis que la loi passe sous silence les droits de la partie civile. Le titre deux, traitant de la police judiciaire, est incomplet. Au titre de l'instruction, il faudrait remplacer l'instruction secrète par l'instruction en contradictoire. La libération provisoire est insuffisamment réglée. La délibération publique des juges et le système de l'assermentation après coup sont viciés.

M. RUCHONNET, conseiller fédéral, déclare que le Conseil fédéral n'a aucune raison de combattre cette motion, puisqu'il a lui-même l'intention d'opérer une révision de toutes les lois judiciaires. La loi de procédure sera révisée en son temps, mais cette révision devra être précédée de celle beaucoup plus importante de la loi d'organisation judiciaire, y compris la loi d'organisation du ministère public. Un projet de révision sera déposé déjà en janvier prochain. Après viendra la révision du code pénal, puis on abordera la procédure. Mais, pour abolir le jury ou en restreindre l'emploi, il faudrait réviser la constitution. Telle n'est pas l'intention du Conseil fédéral ; il se bornera à exclure le jury partout où la constitution n'en exige pas impérieusement l'emploi. Quant à la majorité de 10 contre 2 requise pour le verdict, M. Ruchonnet n'y tient pas. Quant à la partie civile, elle devrait en tout état de cause être admise aux débats. Il est fort heureux qu'on ait rétabli l'institution du ministère public permanent. La justice pénale a besoin d'un fonctionnaire qui ne s'occupe que de cette administration. Si on n'avait pas imprudemment supprimé cette charge, le désordre actuel ne se serait pas produit, les lois pénales n'auraient pas ce caractère suranné et on n'aurait pas attendu si longtemps pour les mettre d'accord avec les exigences modernes.

La prise en considération de la motion Wirz est votée sans opposition.

Une subvention de 50 0/0, 137,500 fr. au maximum, est allouée pour la correction du Baerschnerbach, territoire de St-Gall.

Légations. — M. le Dr Roth, ministre de Suisse à Berlin, est de retour à son poste ; il a repris la direction de la légation.

Traité de commerce. — Les nouveaux traités de commerce conclus par la Suisse avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ont été imprimés en une brochure qu'on peut se procurer, pour 50 centimes l'exemplaire, auprès de l'administration de la *Feuille officielle suisse du commerce*, à Berne.

Nous avons dit que le gouvernement espagnol a posé au Conseil fédéral la prorogation du traité de commerce hispano-suisse jusqu'au 30 juin, sans autre condition.

En 1890, l'Espagne a importé en Suisse 100,370 hectolitres de vin et pour 300,000 fr. de fruits du Midi. L'Italie a importé en Suisse 298,275 hectolitres et pour 400,000 fr. de fruits du Midi, non compris les raisins frais.

Les négociateurs italiens se rendront à Zurich pour les premiers jours de janvier. Il est inexact que les difficultés essentielles soient écartées, mais on espère cependant un accord.

L'Espagne a tout intérêt à s'entendre avec la Suisse. Elle a un stock d'environ six à huit millions d'hectolitres de vins, qui, à partir du 1^{er} février, date de l'échéance du traité avec la France, payeront par hectolitre 8 fr. 40 et 9 fr. 80 selon le degré d'alcool, alors que jusqu'ici le tarif était de 2 francs. Le tarif conventionnel suisse est de 3 fr. 50 ; il y a donc une belle marge pour les frais d'expédition, attendu que, des côtes d'Espagne à Gênes ou Marseille, le transport maritime accuse un avantage considérable sur le transport terrestre du midi de l'Italie.

Nord-Est. — Les recettes de novembre 1891 (1,272,000) sont inférieures de 8000 francs à celles de novembre 1890.

Le krach de Bâle.

On n'est pas sans inquiétude à Bâle sur les conséquences de l'effondrement de l'*Allgemeine-Kreditbank*. Les deux directeurs Wuest et Kling ont pris la fuite ; on les atteindra sans doute, mais l'essentiel n'est pas là.

Ces deux personnages sont de dangereux faiseurs et on craint qu'ils n'entraînent avec eux dans leur désastre, non seulement des spéculateurs, mais nombre de petites gens dont ils ont surpris la bonne foi.

En attendant, c'est une vraie débâcle à la bourse de Bâle.

maît entièrement la lettre d'Arthur ; tout était déplorablement vrai. Atteint d'une maladie de la moelle épinière que devait rendre inexorable le mauvais état général de la santé, il était paralysé d'une moitié du corps et ne gardait libres que la tête et les mains.

Infirme, ruiné, les compagnons de ses misérables plaisirs l'avaient abandonné. Arsène Lassagne avait dû s'enfuir à la suite d'une rixe où il avait frappé d'un coup de couteau un agent de police ; l'agent était mort, Arsène ne pouvait songer à rentrer en France.

« J'ai trouvé ton frère plus aigre, plus arrogant que jamais, écrivait M. Werner, livré aux seuls soins d'un ancien garçon de café, sans place, un détestable sujet sous tous les rapports, qui l'exploite, le brutalise et le flâte tout à tour. Je lui ai fait part de tes intentions généreuses et du désir que tu avais de placer près de lui une sœur garde-malade. Il est aussitôt emporté, à tempêté, juré ; il ne veut autour de lui ni « bégaine, ni paterne, ni mômères religieuses d'aucune sorte... Que si ton dévouement et ta conscience ne t'inspirent rien de mieux pour ton frère, il te prie de le laisser tranquille et assure qu'il crèvera bien sans tant de cérémonies. » J'ai essayé de le raisonner, impossible ! Il m'a répondu par des paroles rageuses, folles, impies, que je ne puis transcrire ; après quoi il est retombé sur son lit, éternué, presque sans mouvement. Hier, il était plus calme. J'en ai profité pour lui proposer un infirmier, un brave homme que je connais, ancien soldat, employé aux ambulances pendant la guerre et qui me semblait convenir admirablement... Il a refusé, sans violences, mais avec un entêtement froid et amer.

« — Je comprends à merveille, a-t-il dit, que mademoiselle Dauny, ma sœur, désire s'acquitter de ses devoirs envers moi par procuration, sans rien sacrifier de ses aises et de ses plaisirs ; elle a de l'argent, elle peut, sans beaucoup se gêner, payer des mercenaires qui feront de moi ce qu'il leur plaira ; elle se donnera ainsi une belle attitude et se glorifiera devant Dieu et devant les hommes. Le malheur est que je ne veux

Wuest et Kling étaient engagés dans un grand nombre d'affaires, entre autres dans l'entreprise du chemin de fer Brienz-Rothhorn, dont les actions mises en souscription à des cours insensés et aujourd'hui entièrement libérées, sont offertes à 100 fr. sans trouver de preneur.

Wuest et Kling étaient en relations intimes avec la *Boden-Kredit-Anstalt*, de Berne, actuellement en pleine déconfiture. Les actions de cet établissement, qui cotaient naguère au-dessus du pair, sont actuellement à 18 et 20 francs, et l'on dit que les obligations sont compromises. C'est M. Hofer, ancien député de Berne au Conseil des Etats, qui en est le directeur. Des bruits fâcheux circulent ; la banque a spéculé au lieu de borner ses opérations à des prêts hypothécaires.

Les actions de la *Wechsel und Effekten-Bank* de Bâle sont offertes à 70 fr.

Wuest était le *Kapitalist*, qu'il faisait servir à ses coups de bourse. Il avait l'intention de créer à Berne, sous le nom de *Patent-Bank*, une institution de crédit destinée à favoriser les inventions en fournissant de l'argent aux inventeurs empêchés, faute de fonds, d'exploiter leur découverte.

A Zurich, la crise sévit aussi. La Banque cantonale vient de refuser un emprunt de 200,000 francs à la commune de Fluntern, faute de fonds, et plusieurs établissements de prêt hypothécaire ont adressé aux entrepreneurs une circulaire les informant que, pour le moment, ils n'ont pas d'argent disponible.

NOUVELLES DES CANTONS

ZOUG. — M. Hediger, conseiller national et M. Keiser, député aux Etats, n'ont pas été réélus au Grand Conseil dans la ville de Zoug, où les radicaux l'ont emporté.

BERNE. — On écrit de Corgémont au *Journal du Jura* : « Ces jours derniers, un escroc d'un nouveau genre a fait son apparition dans les localités du Bas-Vallon et y a fait des dupes et de bonnes affaires. Se disant missionnaire en vacances, il pénètre dans les familles pieuses afin de collecter pour les missions. Il est censé avoir habité les pays les plus chauds de l'Afrique, où le soleil est tellement brûlant qu'il suffit d'exposer des œufs pendant quelques secondes à ses rayons pour les cuire. Cet aventurier convoque la population à des conférences missionnaires, mais a soin de disparaître quand le moment de parler est là. Il vend aussi des tableaux qu'il n'a pas avec lui et dont il réclame le prix avant de les envoyer ; mais on n'en voit jamais la couleur. Malheureusement beaucoup de personnes se laissent prendre à ses airs dévots. Aussi croyons-nous de notre devoir d'avertir le public, car cet individu pourrait bien aller exercer son industrie dans d'autres localités. »

Les districts de Bienne, Neuveville, Nidau et Cerlier éprouvés par l'absence presque totale de récolte dans les vignes, demandent au Grand Conseil un subside de 100,000 francs pour les vigneron indigents.

La secousse de tremblement de terre ressentie dimanche soir à Brigue, a été observée également à Grindelwald et d'autres localités de l'Oberland bernois.

CANTON DE VAUD

AGILE. — M. Maurice Décoppet est nommé forestier du 1^{er} arrondissement.

VEVEY. — Dans le rapport présenté au département de l'intérieur par le conseil de santé et des hospices du canton de Vaud sur la santé publique en 1890, rapport qui vient de sortir de presse, on lit ce qui suit :

« Le conseil de santé se fait un devoir de reconnaître que les autorités veveysannes, plus que ce n'est généralement le cas dans notre canton, s'occupent avec une vive sollicitude de tout ce qui concerne la salubrité publique. Nous sommes convaincus que, de toutes les villes vaudaises, c'est Vevey qui fait le mieux dans ce domaine. »

MONTREUX (Corr.). — Les plans pour la transformation de la place de la Rouvenaz en promenade publique, demandés par l'administration du cercle à deux architectes de Montreux (MM. Chaudet frères et Lavanchy et Neuhaus) sont exposés à la maison de ville des Planches.

Les deux auteurs des plans ont envoyé chacun plusieurs projets, qui diffèrent entre eux surtout sous le rapport de la situation du pavillon de musique, de la colonne météorologique offerte par M. Mayor-Vautier et de l'étendue de la place affectée comme promenade.

Les plans de MM. Chaudet frères prennent un peu plus de place pour les gazons et maintiennent la grotte sur un des projets. Le pavillon de musique, par contre, resterait où il est maintenant, permettant d'utiliser mieux la halle couverte pour des fêtes et réjouissances publiques.

Ceux de MM. Lavanchy et Neuhaus restreignent les gazons à un minimum, les arbres sont plus nom-

pas de ses aumônes et que je lui retourne son mépris ; j'ai besoin d'encouragements, d'affection, pour m'aider à souffrir ; elle m'offre de l'argent : qu'en ferais-je dans l'état où je suis ? Tout, décidément, je n'ai besoin ni d'elle, ni de personne pour ce qui me reste à faire... Danreau me suffit. »

Danreau, c'est ce vagabond, ce mauvais drôle qui s'est installé chez lui sous prétexte de le soigner. Je ne puis le cacher, ma pauvre enfant, que j'ai emporté de cette entrevue une impression sinistre ; il y avait une menace dans ses dernières paroles ; la mettra-t-il à exécution ?... J'en doute... D'ailleurs, j'ai vu ce Danreau, j'ai intéressé sa responsabilité par des menaces et des promesses. Plusieurs fois par jour, j'envoie un de mes domestiques surveiller ce qui se passe ; on tient hors de la portée de son frère tout ce qui pourrait être nuisible. Pourtant, la situation est dangereuse, car cet homme est capable de tout, et s'il voyait quelque intérêt à favoriser les mauvais desseins de ton frère, il n'hésiterait pas. »

Lise fut atterrée : que ne lui avait-il pas coûté déjà, ce déplorable Arthur ? Et voilà qu'il réclamait le seul bien qui lui restait, sa liberté. Si encore elle eût pu croire qu'il désirait sa présence par un vrai besoin de tendresse, un désir d'aimer et d'être aimé ! Elle connaissait trop la sécheresse, l'égoïsme de ce cœur usé, dépravé, avili. Il la voulait près de lui par instinct de tyrannie, pour obtenir plus sûrement la satisfaction de ses caprices, pour être mieux soigné, mieux obéi, et pour le barbare plaisir de la faire souffrir un peu des maux qu'il endurait lui-même. Lise savait cela et ne pouvait se faire illusion.

— Mais son âme ?

Lise y pensait avec angoisse, à cette âme ténébreuse, cette âme depuis si longtemps perverse. Qui donc y ferait pénétrer quelque rayon de l'éternelle vérité ? Si s'efforçait d'y ramener une étincelle de foi, un repentir, une espérance ? Faisait-elle tout son devoir en abandonnant ce malheureux à des mains

breux et la grotte est supprimée. L'un de leurs projets comporte l'achat des terrains Rolli, situés derrière le marché couvert, emplacement qui serait réservé aux chars venant aux marchés. La promenade occuperait alors tout l'espace du marché couvert au débarcadère.

A propos de projets, il faut mentionner encore celui d'un nouveau bâtiment d'école à Vernex qui est à l'étude, la maison actuelle, où sont logées les écoles primaires de Vernex, le collège et l'école supérieure des jeunes filles, devenant d'année en année plus insuffisante.

NYON. (Corr.). — Le conseil communal s'est occupé, dans sa séance du 21 décembre, du budget pour 1892.

Le projet présenté par la municipalité a été adopté, sauf quelques modifications de détail. Il présente des recettes 123,452 fr. et en dépenses 125,468 fr., soit un déficit présumé de 1715 fr.

Le conseil a voté un subside de 100 francs en faveur de la salle de lecture pour ouvriers, et il a décidé que dorénavant la comptabilité, tant de la commune que de la Bourse des pauvres, serait tenue par le secrétaire municipal et que le boursier ne serait plus que payeur et receveur.

Le budget des pauvres, présentant 18,455 francs, tant aux recettes qu'aux dépenses, a aussi été adopté par le conseil.

Sur la proposition de la municipalité, le conseil communal a modifié le règlement de police en ce qui concerne l'âge auquel les vœux peuvent être abattus et il a fixé cet âge à 21 jours au lieu de 16.

YVERDON. — Dimanche, à la gare d'Yverdon, un jeune homme de 18 ans qui devait prendre le dernier train pour rentrer chez lui à Concise, et qui se trouvait en retard, voulut monter dans le wagon quoique le train fût déjà en marche. Il tomba sous les roues et eut une jambe broyée. Il en a subi l'amputation.

LA VALLÉE. (Corr.). — Dans la nuit de dimanche à lundi, le lac Brenet a commencé de geler. Si le froid continue pendant quelques jours encore, les deux lacs seront pris, et alors : en avant les patineurs ! L'enlèvement du rocher tombé dans l'entonnoir de Bonport avance, mais il reste encore du travail pour plusieurs mois.

LAUSANNE

Le régime des eaux à Lausanne.

Le rapport que M. de Meuron a présenté hier au conseil communal de Lausanne est un document si important pour l'avenir de notre ville que nous ne pouvons pas nous dispenser d'en donner ici une analyse.

L'enquête à laquelle les autorités communales se sont livrées sur les eaux alimentaires de Lausanne a été motivée par l'épidémie de typhus qui a régné en août dernier, il y a six mois.

Cette épidémie fut signalée le 6 août à la municipalité. Le même jour, celle-ci ordonnait le détournement des eaux communales du Chalet-Gobet, depuis longtemps suspectes, et qu'on croyait pouvoir considérer comme la cause ou l'une des causes de l'épidémie. Le lendemain 7 août, elle constituait une commission de salubrité composée de MM. Cuenod, syndic ; Demieville et Spengler, médecins ; Rosenberg, municipal, et Regamey, inspecteur de police.

Tout en avisant le public de l'utilité qu'il y avait à ne consommer que de l'eau bouillie et en ordonnant une série de mesures de propreté et d'hygiène dans l'intérieur des maisons, cette commission fit prélever des échantillons d'eau à tous les réservoirs et canalisations des eaux consommées à Lausanne et soumit à une inspection spéciale les eaux communales des Cases, du Chalet-Gobet, de Blanc-tambour et de St-Hippolyte. Sans constater rien de particulièrement suspect dans les eaux du Chalet-Gobet, elle resta sous l'impression qu'elles ne méritaient qu'une confiance très limitée et qu'il y avait lieu de ne pas les remettre en circulation.

Les expertises bactériologiques entreprises permirent de

commission a cru de son devoir en revanche de rechercher si l'administration communale avait pris toutes les précautions voulues, si elle avait exercé un contrôle suffisant sur les eaux livrées au public par la compagnie concessionnaire, si elle avait usé vis-à-vis de cette compagnie de tous les droits que lui assurent les concessions.

Procédant à cet examen administratif, la commission constate que si la municipalité avait exigé, dès l'expertise faite en 1883, le remplacement de la canalisation en ciment de la Société des Eaux de Lausanne sur les points reconnus comme dangereux par les experts, l'épidémie de 1891 n'aurait pas éclaté. Heureusement, après le deuxième avertissement, la municipalité s'est montrée plus énergique.

Dès le 15 août, la municipalité avait la Société des Eaux de Lausanne la qualité suspecte des eaux et exigé des mesures immédiates. Elles furent prises. La canalisation en ciment a été remplacée, sur le parcours continué de la Sallaz, par une canalisation en fonte.

De plus, par lettre du 8 décembre, la municipalité a fait savoir à la Société des Eaux de Lausanne que, les canalisations en ciment ne pouvant pas être considérées comme imperméables, elle exigeait le remplacement de la canalisation actuelle par une conduite en fonte sur tout le parcours. Un délai jusqu'au 1^{er} avril a été donné à la société pour opérer cette transformation sur les points signalés comme défectueux par l'expertise de 1883. Pour le reste de la canalisation, la municipalité attend, à très bref délai, les propositions de la Société des Eaux de Lausanne.

En outre, la municipalité a ordonné des expertises bactériologiques périodiques de toutes les eaux servant à l'alimentation de la ville. Les expertises concordantes faites par MM. les chimistes Seiler et Paccaud ont démontré la parfaite salubrité de toutes les autres eaux.

Quant aux eaux du Châlet-Gobet, leur provenance fait l'objet de travaux et d'études; quand ils seront terminés, on saura si elles peuvent encore servir à l'alimentation ou si elles devront être abandonnées. Il va sans dire que la canalisation, aujourd'hui défectueuse, devra être remplacée par une canalisation en fonte, comme d'ailleurs la commune s'en est engagée vis-à-vis de la Société des Eaux de Lausanne par la convention de 1873. Une dépense de 45,000 francs figure à ce titre au dossier de l'emprunt de 1888. Jusqu'à ce que tout cela soit fait, les eaux du Châlet-Gobet continueront à être interdites.

Tout en approuvant ces mesures, M. de Meuron exprime, au nom de la commission, le vœu « qu'on ne s'en tienne pas cette fois à des rapports et à des préavis sur le papier, mais qu'on prenne effectivement les mesures nécessaires pour remédier aux abus signalés et qu'on s'assure surtout que les ordres donnés et les mesures prescrites ont reçu leur exécution. »

Après avoir ainsi constaté les mesures prises par l'administration et les résultats des inspections faites d'après lesquelles l'eau actuellement consommée à Lausanne est parfaitement saine et pure, la commission examine le régime administratif général de la ville de Lausanne en matière de service des eaux. Elle y est amenée après avoir enregistré ce fait important : que les eaux du lac de Bret, interdites jusqu'ici comme eaux alimentaires, sont sorties victorieuses de l'épreuve bactériologique, tandis que les eaux officiellement agréées y succombaient dans les circonstances que nous venons de dire.

Ici nous citons le rapport de la commission : « Votre commission ne se fait pas d'illusions sur les difficultés que rencontrera la mise à exécution soit des décisions municipales, soit de ses propres conclusions. Exiger de la Société des Eaux de Lausanne l'établissement de tuyaux de fonte sur toute la longueur de sa canalisation, même en lui accordant un délai raisonnable pour cette opération, c'est lui imposer un sacrifice financier si considérable qu'on peut se demander s'il ne mettra pas en péril l'existence même de la société. L'administration se heurtera en tout état de cause aux mêmes objections, à la même lenteur qu'en 1884, et aura beaucoup de peine peut-être à obtenir le respect de ses décisions sans recourir à des mesures juridiques dont le public sera le premier à pâtir.

Exiger la même dépense des autres sociétés amenant de l'eau à Lausanne, mais qui ne sont pas liées avec la commune par des conventions de droit privé, c'est s'exposer à des difficultés d'une nature tout aussi grave et beaucoup plus délicate en droit. C'est pourquoi, frappée des inconvénients de l'état des choses actuel, des nombreuses difficultés auxquelles ne manqueront pas de donner lieu les mesures dont l'expérience a cependant démontré la nécessité, désireuse surtout d'en finir avec les discussions sur l'éternelle question des eaux qui divise depuis trop longtemps la commune, les autorités et les citoyens entre eux, votre commission ne voit d'autre solution possible que dans la fusion des sociétés rivales, ou tout au moins dans la fusion de l'exploitation. Le service des eaux deviendrait un service public dont serait chargée soit l'administration communale, soit une société fermière placée sous le contrôle et la surveillance de celle-ci.

Il n'y a pas de motifs sérieux, en définitive, pour laisser à l'initiative et à l'industrie privée un service de cette importance, alors qu'on ne songe pas à nier les avantages de l'intervention administrative en matière de voirie ou d'éclairage public. Et bien que la nationalisation des services publics encore exploités par l'industrie privée ne soit guère en faveur par le temps qui court, pas plus que les fusions, votre commission verrait un sérieux intérêt à ce que la question fut reprise à nouveau et étudiée sous toutes ses faces.

En 1882 déjà, des pourparlers furent entamés entre la municipalité et les deux sociétés principales : Eaux de Bret et Eaux de Lausanne. Une conférence eut lieu le 15 août 1882, à la suite de laquelle un projet devant servir de base aux délibérations fut élaboré par la direction des finances. Ce projet comportait la constitution d'une société fermière qui aurait loué les eaux des deux sociétés et les aurait exploitées elle-même. La commune aurait possédé la moitié des actions de la nouvelle société et aurait eu à sa nomination le directeur et la moitié des membres du conseil d'administration.

Les pourparlers entamés en 1882 n'eurent pas de résultat, et cela ensuite de circonstances imprévues, étrangères au fond même de la question. Votre commission, qui n'a pas étudié le projet élaboré par la Direction des finances, n'a pas d'opinion à son égard. Elle n'a point de système à vous proposer. Tout ce qu'elle demande, c'est qu'on reprenne les pourparlers interrompus en 1882 et qu'on tâche d'arriver à la seule solution possible. La concentration en mains de l'administration communale de tout le service des eaux, mettra fin aux rivalités actuelles entre eaux potables et eau non potables, ainsi qu'aux plaintes des citoyens qui s'estiment lésés dans leurs droits et dans leurs intérêts par suite de l'interdit dont les eaux de Bret sont frappées; elle évitera les nombreuses difficultés auxquelles risque de donner lieu l'exécution des mesures ordonnées; elle fera cesser enfin l'état de choses dans lequel nous vivons.

Si vous adoptez les idées de votre commission sur ce point, la Municipalité aura à reprendre immédiatement les pourparlers interrompus en 1882 et à faire rapport au Conseil sur le résultat de ses nouvelles démarches dans le courant de 1892, si possible.

Elle pourra suspendre jusqu'à l'exécution des mesures votées, qui ne présenteraient pas un caractère d'urgence absolue, afin de ne pas entraver les négociations et de ne pas gêner la future exploitation. Mais ces mesures ne pouvant pas non plus être retardées indéfiniment, il importe que la Municipalité soit fixée sur la possibilité d'arriver à une entente et sur l'accueil que des propositions de cette nature rencontreraient au sein du Conseil communal. C'est pourquoi, sans poser à la Municipalité un délai péremptoire, votre commission émet le vœu que le rapport soit présenté dans le courant de 1892, si possible.

« Votre commission a l'honneur de vous proposer : » De prendre acte des mesures ordonnées par la municipalité à la suite de l'épidémie de typhus d'août et septembre 1891, et de les approuver,

» d'inviter la municipalité à veiller à la stricte exécution de ces mesures, spécialement en ce qui concerne le contrôle périodique des eaux potables et le remplacement de la canalisation actuelle des eaux de Lausanne par une canalisation en fonte.

» D'inviter la municipalité à compléter les mesures déjà prises :

» a) en exigeant des diverses sociétés dont les eaux servent à l'alimentation de la ville le remplacement du ciment par la fonte sur tout le parcours de leurs canalisations ;

» b) en s'opposant par un contrôle sévère à toute introduction d'eaux de ruissseau ou de surface dans les canalisations des diverses eaux servant à l'alimentation de la ville ;

» c) en s'abstenant de réintroduire les eaux du Châlet-Gobet dans la canalisation du Pont-de-Pierre jusqu'au moment où les dites eaux, ayant été reconnues salubres, pourront être amenées en ville par une canalisation en fonte, conformément aux conventions de 1875.

» D'inviter la municipalité à reprendre avec les sociétés intéressées les études et pourparlers nécessaires en vue d'arriver à la concentration du service des eaux soit en mains de l'administration communale, soit en mains d'une compagnie fermière et de nantir le Conseil communal dans le courant de l'année 1892 si possible, du résultat de ses démarches à ce sujet. »

Sur la proposition de M. Viret, le Conseil communal a décidé d'ajourner la discussion de ces conclusions jusqu'après l'impression du rapport de M. de Meuron au Bulletin des séances.

Les finances de Lausanne.

Le Conseil communal a adopté hier le budget de la ville et celui de la Bourse des pauvres conformément aux propositions de la municipalité.

Le premier, avec 1,600,000 francs aux dépenses, soldo par un déficit de 217,000 francs.

Le deuxième, avec une dépense de 161,000 francs, par un déficit de 20,000 francs.

M. Charles Carrard ayant attiré sur ces déficits l'attention du Conseil communal, M. Greiner, directeur des finances, a constaté que le déficit de la Bourse des pauvres provient du faible rendement des vignes, très éprouvées par une série de mauvaises années. Heureusement, la Bourse des pauvres a un fonds de réserve disponible pour les années maigres; on y puisera, quitte à le reconstituer lorsque viendront des années plus fertiles.

Quant à la situation de la ville, elle est très différente. Ici, pas de réserve, pas d'augmentation de recettes à prévoir, mais au contraire un accroissement aussi continu que certain et inévitable des dépenses pour les écoles, pour les travaux publics, pour la police, pour la généralité des services, sollicités sans cesse à l'extension par l'agrandissement de la ville et l'augmentation de sa population d'une part, par les appels toujours plus fréquents à l'intervention gratuite des pouvoirs publics dans une foule de domaines, d'autre part.

A la longue une pareille situation n'est pas tenable. La municipalité proposera l'an prochain un remaniement du système des impôts communaux, de façon à pouvoir atteindre des éléments de la fortune publique qui actuellement échappent au fise, en matière immobilière surtout, et aussi de manière à ce que la population dans son ensemble contribue aux charges publiques.

Il sera probablement indiqué pour la commune d'abandonner le système actuel des centimes additionnels aux impôts de l'Etat par un autre qui s'adapte mieux aux conditions particulières dans lesquelles se trouve la ville de Lausanne.

Il va sans dire que, d'autre part, municipalité et conseil communal doivent se garder de tout entraînement, du désir de vouloir tout faire à la fois et administrer suivant les règles de la plus stricte économie. Les communications de M. Grenier ont été écoutées par le conseil communal avec toute l'attention que le sujet comporte.

Timbres-impôt.

M. Lucien Vincent a développé hier, au conseil communal, sa motion visant l'introduction à Lausanne, comme on va le faire à Genève, à Bienne et à Sainte-Croix, du timbre-impôt usité depuis plus de deux ans à la Chaux-de-Fonds.

Nous avons plusieurs fois déjà exposé ce procédé identique à celui du timbre-épargne. Il permet au contribuable, quand il a de l'argent mignon, d'acheter quelques timbres, et quand l'heure de la grande échéance est arrivée, il est prêt, sans avoir à trouver immédiatement une somme plus ou moins forte, et le procureur n'a pas à intervenir. C'est l'extraction sans douleur.

La municipalité a fait le meilleur accueil à la motion; elle étudie déjà le timbre-impôt et se proposait d'en faire l'objet d'un rapport au conseil communal dans le courant de 1892.

A nos lecteurs. — Par suite de la rupture d'une conduite des eaux de Bret et de l'insuffisance de pression des eaux de Lausanne, les moteurs hydrauliques de nos machines n'ont pu fonctionner hier que très lentement. Il en est résulté dans notre tirage et dans notre expédition un retard considérable, pour lequel nous présentons toutes nos excuses à nos lecteurs.

Grand Conseil. — On écrit de Lausanne à la Liberté que M. Favez sera candidat ouvrier au Grand Conseil pour l'élection du 10 janvier. Il s'agit, comme on sait, du remplacement de feu M. Jules Perrin.

Concours de lutteurs. — La Section bourgeoise de Gymnastique a décidé d'organiser à Lausanne, en 1892, un concours de lutteurs pareil à ceux qui ont eu lieu précédemment et qui ont si bien réussi. Les lutteurs montagnards et les tuteurs gymnastes y sont dores et déjà cordialement invités.

Industrie et commerce. — La Société industrielle et commerciale a eu lundi dernier son assemblée générale annuelle. Elle a approuvé les comptes et le rapport du comité, puis elle a procédé au renouvellement de celui-ci.

M. Bieler, négociant, a été élu président. Les autres membres du comité, qui ont à se répartir entre eux la besogne, sont : MM. Fautz, père, négociant; Conod, directeur de la Caisse d'escompte et de crédit;

Berney fils, avocat; Narbel, administrateur de la Banque cantonale; Blanchoud, horloger; Roulin, chef de service au département de l'intérieur.

CHRONIQUE AGRICOLE

Société vaudoise d'agriculture.

L'assemblée générale d'automne de la Société vaudoise d'agriculture a eu lieu samedi 19 décembre, à Bercher.

Elle a débuté par une visite de la fabrique de lait condensé, dont le directeur, M. Grand, a fait les honneurs avec une bonne grâce parfaite.

La séance, présidée par M. Roud, vice-président, a été fort intéressante.

M. le professeur Chuard a développé la proposition qu'il avait faite à la précédente assemblée générale et que le temps n'avait pas permis de discuter.

Demander à la Société d'émettre le vœu : 1. Qu'une loi spéciale concernant la vente et le commerce des engrais, sur le modèle de la loi française de 1888, soit édictée; 2. Que des mesures législatives soient également prises pour contrôler et éventuellement interdire la mise en vente dans notre canton ou mieux dans toute la Suisse des produits de composition secrète que l'on offre actuellement sous divers noms : insecticides, préservateurs, régénérateurs, phylloxéricides, etc., etc., comme utiles à l'agriculture et dont le prix est généralement hors de proportion avec la valeur intrinsèque.

M. Chuard a cité de nombreux exemples de produits dont la vente constitue une véritable duperie, que la loi ne permet pas actuellement de réprimer avec la célérité et la rigueur nécessaires.

Après une intéressante discussion à laquelle ont pris part MM. Gillard, député; Chuard, Beney, Bieler, Dériaz, l'assemblée a adopté à l'unanimité les propositions de M. Chuard et a chargé son comité de les transmettre à qui de droit et d'étudier les moyens à employer pour arriver à une solution aussi rapide que possible.

Une proposition de M. H. de Collogny, de soumettre à un alpage obligatoire les taureaux primés dans la plaine, combattue par M. Dériaz avec une grande énergie, n'a pas été acceptée par l'assemblée, étant données les inconvénients majeurs que présenterait la présence à la montagne d'hôtes aussi peu commodes.

Enfin la « question du renard » introduite par une lettre de la section de Donneloye a fait l'objet d'une instructive discussion, de laquelle il semble résulter que le compte des méfaits et des bienfaits de cet ennemi des chasseurs est assez près de solder en équilibre. La société a fait siennes les conclusions de la lettre de la section de Donneloye à ce sujet, ainsi que celle concernant l'établissement, dans la plaine, de districts fermés pour la chasse. Une pétition dans ce sens sera adressée au Conseil national, avant la discussion de la loi fédérale sur la chasse et la protection des oiseaux.

Après la séance un gai banquet a réuni à l'hôtel de la gare les membres de la société et les autorités de l'endroit.

LES LIVRES

Trois femmes. — Trois romans. Nouvelles. Librairie Stämpelin, Genève.

Mme A. P., qui en est l'auteur, et qui s'est fait déjà avantageusement connaître par trois récits de Noël (La Trouvaille, Grande Sœur et Une âme pour un cantique, publiés ce mois-ci) est un écrivain dont le talent est incontestable et qui, par ce dernier ouvrage, répond à la fois aux besoins des lecteurs modernes et aux exigences d'une littérature facile et honnête. Ces courtes nouvelles présentent trois figures de femmes qui sont bien caractérisées. Les scènes se passent à Genève et dans les environs. Les descriptions sont vivantes. Le fonds est essentiellement honnête et moral.

L'INDIVIDUALITÉ EN PÉRIL ET SA SAUVEGARDE, par Roger Rolland.

LE CORPS ET L'ÂME, par Alois Berthoud. LA CONDITION SOCIALE DES FEMMES, étude de sociologie, par Ernest Naville. — Trois publications de la « Petite bibliothèque du chercheur ». Lausanne, Imprimerie, éditeur.

Point n'est besoin de recommander longuement les trois nouveaux volumes de la « Petite bibliothèque du chercheur ».

Le premier, très court (une soixantaine de pages), reproduit une intéressante et chaleureuse conférence, faite l'an dernier à Lausanne par un des meilleurs prédicateurs de Paris, M. Roger Rolland.

Le second, légèrement plus épais, est d'un autre prédicateur, que notre ville appréciait grandement, mais que Genève lui a enlevé pour en faire un professeur de théologie, M. Alois Berthoud, poursuivant une étude sur « les problèmes de la vie morale » examine en moraliste « le corps et l'âme » dans leurs relations réciproques, à l'effet de prouver ces deux propositions, dont on ne contestera point l'importance : 1^{re} La vie matérielle ne contredit en rien la vie morale, et l'âme est libre malgré son union avec le corps. 2^e Le but du monde matériel est précisément de rendre possible la vie morale, et l'âme est libre en raison même de son union avec le corps. L'auteur est un esprit large et fort, qui travaille et progresse sans cesse. Son style est clair et nerveux, son argumentation pressante. Rien de banal dans ce réconfortant traité, qui, en reconnaissant hautement les droits et le rôle de notre organisme matériel, fait ressortir avec éclat la supériorité de l'esprit. Excellent et beau plaidoyer contre la théorie matérialiste, quel que soit son déguisement.

Le troisième ouvrage, de 166 pages, est du philosophe de Genève, auquel la collection Imber doit déjà la Philosophie et la Religion. Dans ce nouveau et substantiel et lumineux traité, intitulé La Condition sociale des femmes, étude de sociologie, M. Ernest Naville, qui, avec M. Charles Secrétan et Louis Bridel, désire assurément l'amélioration du sort des femmes, s'en sépare nettement en ne réclamant pour elles ni droits politiques, ni intervention publique dans les affaires de l'Etat. Il leur laisse un rôle que la plupart d'entre elles, même des plus intelligentes, trouveront assez beau et il attend même d'elles qu'elles exercent une influence éclairée sur les hommes et leur famille pour leur faire voter, par exemple, la représentation proportionnelle.

Ch. B.

MIGNONNETTE. Histoire pour les enfants par M^{me} A. R. — Neuchâtel, Delachaux & Niestlé, éditeurs.

Mignonnette est plutôt « l'histoire de l'enfance » en général que celle d'un enfant spécial. Toutes les péripéties qui se groupent autour de la petite héroïne sont les péripéties ordinaires d'une vie d'enfant. Coupées par-ci par-là de quelques gros accidents, nous avons tout connues ces péripéties, à une époque où leur importance suffisait à nos ambitions. Ce qui se trouvera moins facilement dans l'histoire de chacun, c'est l'excellent caractère des héros du livre de Mignonnette, de ses frères. Ces enfants sont de rares modèles de conduite et les mères de famille feront bien d'offrir à la méditation de leur progéniture ce rapide récit fait pour plaire extrêmement au premier âge.

Au FOYER ROMAND, étreintes littéraires pour 1892, publiées par A. Iner-Cano, Lausanne, en vente à la librairie F. Payot, 1892.

Cette amable recueil en est à sa sixième année. Il a toujours été le bienvenu et mérité de l'être encore. Il s'ouvre par une ingénieuse chronique de l'année dernière, signée Henri Warnery et renferme des nouvelles, des contes, des vers, une comédie même dus à des écrivains connus et aimés : MM. O. Huguenin, Mario, Joseph Autier, le Dr Chatelain, Ernest Guillot, Adolphe Ribaux, y racontent des histoires du cru, gaies ou touchantes; de jolis vers ont été empruntés aux porte-feuilles des regrettes Ernest Grobet et Bussy, de même qu'à MM. Jules Amiguet et A. Mouron; la comédie, l'Obstacle, est de Mme Berthe Vadier; enfin M. P. Hahnemann, notre collaborateur, a composé un joyeux chœur à deux voix sur une poésie de M. J.-L. Boissonnas. Des illustrations bienvenues achèvent de rendre ce volume digne de la faveur du public.

Le Semeur, la revue artistique et littéraire qui paraît à Lausanne, sous la direction de M. Auguste Vuille, franchit gaillardement le seuil de sa cinquième année. M. Charles Fuster, rédacteur en chef, s'en prend au journalisme dans sa spirituelle chronique de la livraison de janvier et l'accuse de faire la guerre à la littérature et de corrompre le goût public sous des avalanches de reportage. Posons-nous comme exception en applaudissant aux efforts couronnés de succès faits par le Semeur pour rester strictement littéraire, sans devenir pédant ou ennuyeux. Et souhaitons-lui de nouvelles étapes et de nouvelles conquêtes.

Les Revues sont aujourd'hui plus nombreuses que jamais, mais la plupart ne répondent pas aux nécessités de la lecture en famille, les sujets y étant trop librement choisis et trop librement traités; ou bien elles n'offrent à l'intelligence qu'un maigre régal et ne suffisent pas aux besoins d'esprits cultivés. La Revue de Famille a su éviter ce double écueil; aussi sa fortune a-t-elle été rapide.

M. Jules Simon, qui en est le directeur, lui donne toujours des pages exquises. Nous trouvons, par exemple, dans les numéros de novembre et de décembre une nouvelle, intitulée Française, où il déploie toutes ses qualités de conteur sachant allier la bonhomie avec la finesse, le bon sens avec l'émotion. A côté de lui, voici Mme Henri Gréville avec un nouveau roman, le Mari d'Aurette, faisant suite à cette Aurette dont on se rappelle le grand succès. M. Francis Thomé, le compositeur à la mode des salons parisiens, donne à la Revue des Familles une étude, A propos du centenaire de Mozart, pendant que M. Georges Pouchet poursuit son récit sur les pêcheries de balaises en Islande.

La Chronique, qui paraît dans chaque numéro, mérite une mention toute particulière. Elle est due à M. Henri Fouquier qui, avec un art infini, résume les principaux événements de la quinzaine, portant sur les hommes et sur les choses des jugements inspirés par la plus saine philosophie, tout en prodiguant ce que l'esprit parisien, et par là nous entendons l'esprit de la bonne compagnie, a de plus brillant.

Politisches Jahrbuch der Schweizerischen Eidgenossenschaft. Herausgegeben von Dr. Carl Hilty, Professor des Bundesstaatsrechts an die Universität Bern. Sechster Jahrgang, 1891. Bern, Verlag von K.-J. Wyss.

L'Annuaire politique suisse de M. Hilty paraît dans sa sixième livraison annuelle, un gros volume de sept cent cinquante pages de texte serré, bourré de faits, mais vivant pourtant, grâce aux réflexions toujours originales dont le savant historien et écrivain accompagne la mention des faits qu'il enregistre. On y trouve d'abord une revue de l'année, très complète sur tous les faits intéressants de la politique fédérale et des cantons, puis des études d'histoire et de politique générale. Dans le volume qui sort de presse, une substantielle dissertation de M. Hilty sur l'intervention fédérale, à propos des troubles du Tessin; une étude historique du même écrivain sur la façon dont la Suisse a perdu la vallée d'Andor (Eschenthal) et une autre de M. le Dr Stricker sur les revues périodiques politiques et d'utilité publique de la Suisse, au commencement du siècle.

Il suffit de signaler ces noms et cette table des matières pour faire voir l'intérêt et l'importance de ce sixième volume.

MA JEUNESSE, poésies par J. Amiguet. — 1 vol. in-12. Lausanne, F. Payot, éditeur.

Aux noms de nos poètes aimés, nous pouvons ajouter celui de l'auteur de Ma Jeunesse. M. Amiguet est poète et chrétien, et son œuvre, il n'est pas inutile de le dire, peut être mise entre toutes les mains. Mais la morale n'exclut pas la poésie; celle-ci perce partout dans le livre de M. Amiguet; poésie tout intime, toute personnelle, la seule vraie en fin de compte, car le monde n'a de poésie que celle que notre âme y met. Ils ne sont pas toujours très gais, les chants de Ma Jeunesse; les notes douloureuses y vibrent souvent; mais ce n'est pas la plainte vaine d'un poète incompris, à la fois misérable et florissant; c'est la plainte de la charité, c'est une grande prière pour les vrais malheureux qui se dégage de l'œuvre entière. On y trouve aussi, comme dans Un Sacrifice, ce singulier mélange de jeunesse de cœur et de maturité morale, fruit des luttres de la vie, qui caractérise le très jeune auteur. Celui-ci a d'ailleurs plus d'une corde à sa lyre; la note gracieuse vibre souvent dans ses vers. Je ne crois pas me tromper en disant que tous les enfants voudront apprendre Que font-ils ? une vraie perle.

T.

REVUE DE FAMILLE (8, rue de la Chaussée-d'Antin, Paris).

Sommaire du numéro du 15 décembre 1891 : M. Jules Simon, de l'Académie française. François. IV. — M. Paul Bourget. Humble exemple. — M. Emile Faguet. Mœurs apprivoisées. — M. José Maria de Heredia. Trois sonnets. — Mme Henry Gréville. Le mari d'Aurette (suite). — M. Georges Pouchet. En Islande. III. — M. Henry Fouquier. Chronique. — M. Louis Sincère. Revue financière. — Supplément : Actualité. — Livres d'étranges. — Chronique immobilière.

FAITS DIVERS

— Les rats se sont tellement multipliés au Brésil, que les habitants ont dû appeler à leur secours un reptile qui les détruit sans pitié. C'est le giboia, un petit boa, long de trois ou quatre mètres et de la grosseur du bras. Sur les marchés de Rio-Janeiro, de Bahia, Pernambuco, on le vend couramment de 5 fr. à 7 fr. 50. Ce serpent absolument inoffensif et aux mouvements d'une lenteur extrême, dort toute la journée, logé au pied de l'échafier, daignant à peine dresser la tête à l'approche d'un visiteur ou quand un bruit insolite, se fait entendre dans le vestibule. A la tombée de la nuit, le giboia se met en chasse, il rampe à droite et à gauche; il se faufile au-dessus des poutres, il se glisse sous les planchers. Puis, s'é-

lançant prestement, il saisit le rat par la nuque et lui brise les vertèbres cervicales. On sait que, même à l'état libre, les ophidiens mangent rarement; aussi le giboia tue-t-il pour le plaisir de tuer. Essentiellement sédentaire, il s'attache tellement à sa demeure qu'il s'échappe pour la retrouver lorsqu'on le transporte à quelque distance. Chaque logis des provinces chaudes du Brésil a son giboia, véritable immeuble par destination.

DÉPÊCHES

Berne, 22 décembre. — M. Curti fera ce soir, devant la gauche radicale, une conférence sur la nationalisation des chemins de fer. Il conclura à la nomination d'une commission d'étude parlementaire.

Berne, 22 décembre. — Le Conseil national a donné la garantie fédérale aux révisions constitutionnelles partielles de Zurich et de Schwytz.

Le Conseil des Etats a ratifié les conventions postales du congrès de Vienne. Il a accordé la concession des lignes Thoune-Löèche-Simplon, Langenthal-Wauwil et Gais-Gabris.

Bâle, 22 décembre. — La nouvelle de l'arrestation de Wuest et Kling est démentie. Ils ont pris si bien leurs précautions que la police a totalement perdu leurs traces.

St-Maurice, 22 décembre. — La réunion annuelle de la Société des officiers valaisans (partie française) a eu lieu hier à Montthey. Elle a voté une révision des statuts, puis a composé son bureau comme suit : président, major Pilicier, à St-Maurice; vice-président, major Ducrey, à Vouvry; secrétaire-caissier, premier-lieutenant Alvano Fama, à Saxon.

Londres, 22 décembre. — M. William Cavendish, septième duc de Devonshire, etc., marquis de Hartington, etc., deuxième comte de Burlington, etc., est mort hier à quatre-vingt-trois ans.

Le marquis de Hartington, chef du parti unioniste à la Chambre des communes, prend donc dès ce jour le titre de huitième duc de Devonshire et lui succède à la Chambre des lords.

Sa succession aux Communes comme leader des libéraux unionistes reviendra sans doute à M. Chamberlain.

Rome, 22 décembre. — La Chambre entamera le 14 janvier la discussion des traités de commerce.

Pavie, 22 décembre. — Des inconnus ont essayé de faire sauter de nuit une maison portant une inscription rappelant le séjour du roi Charles-Albert en 1848. Les dégâts sont insignifiants.

Bucarest, 22 décembre. — Hier, à l'ouverture de la Chambre, une motion de défiance présentée par l'opposition contre le nouveau cabinet conservateur Catargi a été votée par 76 voix contre 74. Il y a eu douze abstentions.

M. Catargi s'est immédiatement rendu auprès du roi pour lui faire part du vote des Chambres.

Gratz, 22 décembre. — Un grand incendie s'est déclaré hier soir à la fabrique de la compagnie des mines alpines, à Andritz (Styrie). Les pertes sont évaluées à un demi-million de florins. Par suite de l'interruption de l'exploitation, une grande partie des ouvriers reste sans travail.

Paris, 22 décembre. — Au banquet des entrepreneurs, M. Yves Guyot, ministre des travaux publics, a fait l'éloge du programme des travaux publics de M. de Freycinet. Il a ajouté qu'il espère que le chemin de fer métropolitain se fera. On pourra ensuite aborder le projet de Paris port de mer avec la confiance que donne un premier succès.

Les journaux signalent deux morts occasionnées hier par le froid en pleine rue.

Une réunion des groupes socialistes qui a eu lieu hier a adopté des résolutions réclamant l'autonomie complète de la bourse du travail.

Etouffement de soie de fr. 2.45 à fr. 52.50 (Chantilly, Gimpur etc.) — expédie par mètres et pièces entières. G. Heineberg, dépôt de fabrique de soie, à Zurich. Echantillons franco sur demande. 2221

Pendant la saison froide et humide

nous recommandons tout particulièrement la cure du véritable cognac Golliez ferrugineux, pour éviter les frissons, refroidissement, le froid des pieds et des mains, le manque d'appétit.

Régénérateur, fortifiant, stimulant par excellence. Réputation européenne 16 ans de succès. Le seul primé à Paris 1889 et Barcelone 1888, outre 19 diplômes et médailles.

Refusez les contrefaçons et exigez le véritable cognac Golliez à la marque des deux palmiers.

En flacons de 2 fr. 50 et 5 fr. dans les pharmacies et bonnes drogueries. Vente en gros : Pharmacie Golliez, Morat. 830

Toiles coton écarlates et blanches, pour chemises, draps de lit, etc. à 35 cts le mètre, franco à domicile par le dépôt de fabrique Jelmoli & Co, Zurich. — N. B. Echantillons de toutes les qualités et larg. (de 80 cm. jusqu'à 205 cm.) franco par retour.

Grand vin mousseux de Neuchâtel

CHAMPAGNE SUISSE

Swiss Champagne

Dépôt à Lausanne chez

MANUEL FRÈRES

Rue de Bourg.

Représentant

à Montreux:

C. BLANCHOD

M

